



# Orléans - Tours

Cher - Eure & Loir - Indre - Indre & Loire - Loir & Cher - Loiret

## **Déclaration des élus SNES-FSU à la CAPA du 29 janvier 2014**

L'année dernière, suite aux réactions des personnels face à une éventuelle décentralisation, le Ministre de l'Education Nationale avait affirmé qu'il ne souhaitait pas heurter les personnels. Or comment qualifier ce qui se passe dans certaines académies et certains départements si ce n'est de la part de notre institution, une violence certes symbolique mais une violence bien réelle envers tous les personnels des CIO.

En effet les annonces brutales de fermetures se multiplient : dans l'académie de Rouen, le Rectorat prévoit de fermer 10 CIO sur 17 et de placer les 120 copsy en résidence dans 45 établissements, à Lyon c'est la fermeture de 3 CIO sur 9, les DCIO et les équipes ont été contraints de faire leurs cartons, à la hâte, durant les congés de Noël. Des Conseils généraux continuent de se désengager dans les académies de Versailles , Rennes, Reims et dans notre académie dans le département du 41... Des désengagements qui donnent souvent le prétexte aux rectorats pour opérer des fusions ou des transformations de CIO en antenne (comme ce qui est prévu dans le Loir et Cher). Quel mépris pour ces personnels qui n'ont de cesse de mener à bien leurs missions auprès des élèves et de leurs familles et auprès de toutes les personnes qui franchissent la porte des CIO. Quel mépris pour tout le travail de partenariat mis en place au fil des années et devenu solide car s'appuyant sur des lieux bien identifiés et des personnels aux spécialités et missions différentes.

Quand aux directeurs de CIO, investis dans l'animation des districts scolaires, en lien avec les établissements, parfois pilotes du réseau focale, souvent responsable des plates formes décrochage, que deviendront-ils ? Missions réduites à de la gestion de personnels ? Nul ne le sait ! Ce travail de lien avec les partenaires institutionnels des CIO serait inutile, puisqu'il suffit d'un trait de plume pour le faire disparaître ...

Quelle maltraitance pour la profession toute entière !!

Mais la raison avouée de restriction budgétaire dans le démantèlement du réseau des CIO ne peut plus masquer une volonté idéologique de modifier en profondeur les missions des CIO et des personnels et de faire de la place à d'autres et préparer l'entrée dans le SPRO.

Au delà de l'aspect peu démocratique de la méthode employée : préfiguration d'une loi pas encore votée, dans notre académie, la mise en place du SPRO posent de nombreux problèmes que le 1er GT n'a pas dissipé : la question du calendrier (actions prévues par la région en mars), les niveaux d'engagement des CIO, les moyens matériels et humains et la question de la mutualisation, la question de la différence des publics reçus par les différents acteurs, la question du plan d'action défini, de la professionnalisation des acteurs... Nous avons remis à Mme Hauchcorne la liste de nos interrogations et souhaitons lors du prochain GT recevoir des réponses précises.

La mise en place du SPRO dans l'académie de Rennes, avec l'injonction donnée au DCIO de préparer des fiches actions pour proposer des démarches innovantes de collaborations et de travail conjoint copsy /acteurs du SPRO montrent les dérives que peut prendre ce service régional. Un cadrage ministériel réclamé depuis longtemps par le SNES, est indispensable

Dans le 28, la ténacité des collègues a permis de faire reculer le CG qui avait décidé de diviser par 2 le budget des CIO à gestion départementale. Cette victoire s'est faite sans aucune intervention de notre administration qui détenant cette information a fait le choix de ne pas en faire part aux personnels.

Dans le 41, les collègues continuent de se mobiliser et d'agir dans la défense de leur « outil » de travail que sont les CIO. Le Snes-FSU les soutient et les accompagne dans les actions décidées en intersyndicale FSU-UNSA-CGT-Sud Education et ACOPF.